

Porochenko fait passer une loi martiale au rabais

UKRAINE L'arraisonnement des navires militaires bouscule le monde politique

► Le Parlement ukrainien s'est chamaillé sur une loi martiale, pour une durée de 30 jours.

► Le texte soumis ne s'appliquera que sur le littoral de la mer d'Azov et est dessiné pour ne pas interférer avec le calendrier électoral.

► Le vote n'est intervenu que lundi tard en soirée.

KIEV

DE NOTRE CORRESPONDANT

Il aura fallu quatre ans de guerre pour que l'exécutif ukrainien se décide à prononcer enfin la loi martiale, un statut qui ne s'était pourtant pas imposé lors des plus sanglants épisodes de la guerre du Donbass. Mais lundi, suite à la saisie des trois vaisseaux ukrainiens par la marine russe, c'est une version édulcorée du décret présidentiel n° 390/2018, qui instaure un « état d'urgence » et introduit le « statut militaire » en Ukraine, qui a été adoptée par le Parlement.

Les événements se sont rapidement enchaînés dimanche soir, après le communiqué, publié à 20 h 28 par le ministère de la Défense, annonçant que les garde-côtes russes avaient arraisonné trois navires militaires ukrainiens, en faisant usage de la force. Petro Porochenko a convoqué à minuit un Conseil national de sécurité et de défense en format « conseil de guerre », lors duquel son cabinet militaire lui a conseillé de proposer au Parlement le vote de la loi martiale.

« L'escalade de ce dimanche en mer d'Azov ressemble à une tentative de la Russie de tester la capacité de l'Ukraine à se défendre et la réaction de l'Ouest à une nouvelle phase possible de la guerre », commentait di-

manche Myroslava Gongadze, une célèbre journaliste ukrainienne, en poste à Washington. A Kiev, cependant, les événements ont été pris au pied de la lettre, commentés par la communauté politique, militaire et médiatique comme un « acte de guerre » de la Russie.

Lundi, le ministre des Affaires étrangères Pavlo Klimkin a réuni les ambassadeurs accrédités à Kiev à qui ont « présenté des évidences claires que l'attaque visant les vaisseaux ukrainiens était un acte d'agression calculé », selon la porte-parole du ministère. Pavlo Klimkin a quant à lui déclaré que les 23 soldats ukrainiens capturés seraient « traités au regard de la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre ».

A la mi-journée, alors que la Banque nationale annonçait une réunion extraordinaire des dirigeants des quarante plus grandes banques du pays, la Commission électorale centrale déclarait que l'élection présidentielle de mars 2019 pourrait se tenir, même dans un contexte de loi martiale. Une façon de tester auprès de l'opinion et des partenaires politiques et diplomatiques le scénario d'une loi martiale de 60 jours, sur un territoire géographique large.

Une loi martiale de compromis

C'est dans ce contexte fortement émotionnel que les cercles autour du pouvoir à Kiev ont fourmillé toute la journée de rumeurs sur les contours du texte proposé par Petro Porochenko au vote du Parlement : une version dure de la loi aurait pu conduire à la rupture des relations diplomatiques avec la Russie, mais également à des restrictions des libertés publiques et de l'activité politique, un contrôle de la presse renforcé et un report de la présidentielle du 30 mars 2019.

« Le problème le plus important est celui de l'élection », confirmait avant le

vote Oleksiy Melny, politologue et directeur du Centre de sciences sociales Razoumkov, car nous allons entrer dans la période officielle de 90 jours de campagne avant le scrutin. Une loi martiale de 60 jours équivaldrait à repousser l'élection ». Or, à Kiev, nombreux étaient les observateurs prêtant à Petro Porochenko cette intention.

« Bien sûr, il y a des agendas cachés, mais Porochenko devrait comprendre l'importance de cette élection présidentielle pour la société, même si certains de ses conseillers veulent jouer cette carte pour étendre son séjour au pouvoir », poursuit Oleksiy Melnyk, pour qui le projet de loi martiale comporte avant tout une « dimension psychologique importante », afin « d'attirer de nouveau l'attention sur le conflit », de la part notamment de la communauté internationale.

Au final, les députés de la Verkhovna Rada ont discuté toute l'après-midi et en soirée d'une « version de compromis » du texte, présentée par Petro Porochenko lui-même dans une adresse télévisée : la loi martiale est prononcée à partir du 28 novembre pour une durée de seulement 30 jours, sur la zone littorale de la mer d'Azov. Par ailleurs, Petro Porochenko s'engage à ce qu'elle n'interfère pas avec le calendrier électoral. Par un vote séparé, les députés ont par ailleurs formellement fixé la date de la présidentielle au 31 mars 2019.

Lundi soir, il était encore difficile de deviner les contours de cette loi, discutée avec acharnement par les députés de la majorité et de l'opposition. Mais le président ukrainien aura profité de cet épisode virulent pour remettre son uniforme de commandant en chef, une des cartes principales qu'il compte jouer pour sa réélection. Dans les jours à venir, il devra aussi expliquer à ses administrés l'utilité réelle d'une loi martiale au rabais. ■

STÉPHANE SIOHAN

à Moscou Très loin de la désescalade

Au lendemain de l'incident russo-ukrainien dans le détroit de Kertch, autorités et médias publics répètent un même message en Russie.

Le Kremlin est prêt au bras de fer avec Kiev et les Occidentaux. Après l'incident militaire russo-ukrainien dimanche dans les eaux du détroit de Kertch, Moscou fait passer un même message : la Russie était dans son droit ; elle ripostera à toute atteinte à sa souveraineté et sa sécurité ; inquiétudes et protestations de Kiev et des Européens visent à créer un prétexte pour justifier de nouvelles sanctions occidentales contre Moscou.

Régulièrement depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, les tensions se sont multipliées dans le détroit de Kertch, surtout après l'inauguration en mai du pont reliant le territoire russe à la péninsule. Mais c'est la première fois qu'un incident prend cette dimension militaire.

« Violation » selon Lavrov

L'ampleur des tensions pourrait relancer le conflit entre les deux voisins déjà en situation de guerre dans le Donbass, région est de l'Ukraine contrôlée par les rebelles séparatistes pro-russes.

« Une violation a eu lieu », a dénoncé Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, accusant Kiev d'avoir préparé une « provocation » et soupçonnant les Occidentaux de chercher un prétexte pour de nouvelles

sanctions contre Moscou. « Nous ne nous faisons pas d'illusions, vu que l'Occident a pris position pour un soutien aveugle au président ukrainien Petro Porochenko et à son régime », a-t-il fustigé. Une version largement relayée par la presse moscovite : *Komsomolskaïa Pravda* affirme que « l'Ukraine a décidé de jouer à la bataille navale avec la Russie » ; *Kommersant* que Kiev a contraint Moscou « à des actions de représailles ». Ou encore, *Rossiiskaïa Gazeta* indique que le président ukrainien « cherche à tout prix à provoquer un conflit ».

Les voix critiques se font rares à Moscou. Et les signes d'apaisement sont plus rares encore. Moscou a certes ordonné le retrait d'un cargo bloquant la navigation dans le détroit. Mais, face aux protestations de Kiev et aux inquiétudes occidentales, le Kremlin a fait comprendre qu'il était prêt au bras de fer et que les navires ukrainiens ne seront pas restitués.

Si Vladimir Poutine ne s'est pas encore personnellement exprimé, son porte-parole a été clair : « Nous avons agi en stricte conformité à la fois avec le droit international et avec le droit national », a expliqué Dmitriï Peskov. Une « action nécessaire », a-t-il insisté, pour « préserver les frontières en réaction à une intrusion de navires de guerre étrangers dans nos eaux territoriales ».

Venus d'Europe, les appels à la déses-

calade et à la médiation restent pour le moment sans effet sur Moscou. ■

BENJAMIN QUÉNELLE

MAIN TENDUE

Offre de médiation franco-allemande

L'Allemagne et la France pourraient jouer les médiateurs entre l'Ukraine et la Russie pour éviter que les tensions entre ces deux pays ne dégénèrent en une « crise grave », a déclaré lundi à Madrid le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas. Il a précisé qu'à l'occasion d'une réunion prévue de longue date pour lundi prochain à Berlin avec la Russie et l'Ukraine, la France et l'Allemagne allaient « s'efforcer ensemble, et au besoin en tant que médiateurs, d'éviter que ce conflit ne débouche sur une crise grave ». Les directeurs politiques des Affaires étrangères des quatre pays devaient se retrouver dans la journée dans la capitale allemande, « la première occasion de réunir les parties au conflit », a encore précisé M. Maas. Pour lui, les tensions autour de la Crimée et dans l'est de l'Ukraine « sont un danger pour la sécurité de l'Europe et nous allons tous deux nous engager pour arriver enfin à une solution politique que nous aurions dû trouver depuis longtemps ».

PH.DB.